



La Commune



Comment Macron et Collomb traquent les réfugiés

Une Europe qui refuse d'accueillir les réfugiés. En France, malgré les discours démagogiques de Macron, les réfugiés demeurent aux yeux de tous ces politiciens le fardeau qu'ils veulent voir disparaître. Et quoi de mieux qu'une loi répressive pour donner les moyens aux forces de l'ordre de faire la chasse à celles et ceux qui ont fui les violences et la misère. A cet égard, la circulaire Macron-Collomb est la circulaire de la honte, dans la préparation d'une loi « immigration » d'ores et déjà frappée du sceau de l'infamie.



(Photo : Pascal Fayolle/SIPA)

L'Europe forteresse chrétienne

Aujourd'hui, les réfugiés continuent à périr en masse au cours de périlleux voyages vers l'Europe. Ces décès sont la conséquence directe des politiques frontalières européennes, conçues pour que les migrations soient aussi dangereuses que possible. Les politiques cupides pratiquées par les nations riches dans un nord globalement de plus en plus fermé ont provoqué ces migrations. Les États-Unis et leurs alliés, en intervenant militairement dans ces régions ou en pillant les richesses des autres, ont toute la responsabilité de ce massacre sans fin. A ces assassinats s'ajoute une politique anti-musulmane stigmatisée par nombre de dirigeants européens. Pour ces nationalistes sans failles, l'idée centrale reste que l'Europe doit rester chrétienne comme l'a annoncé il y a peu Victor Orbán ¹. La Hongrie, l'Autriche, la Slovaquie, la Pologne, la République Tchèque se sont joints pour refuser d'accepter des réfugiés non-chrétiens. A Varsovie, il y a peu, des milliers de manifestants sont descendus dans la rue en scandant, « Réfugiés aujourd'hui, terroristes demain ! » et « Pologne libre Islam ! ».

Macron règle son pas sur celui d'Orbán

Dans notre douce « démocratie » les choses ne sont guère différentes. Pendant l'été, le gouvernement de Macron a décidé d'ajouter à un appareil déjà répressif, la fermeture discriminatoire des frontières de la France. Les migrants et leurs familles qui tentent de passer la frontière dans la région de Vintimille sont systématiquement refoulés sans la moindre possibilité de déposer une éventuelle demande d'asile et ce, au mépris des règlements internationaux. A Paris, malgré l'ouverture du Centre de premier accueil Porte de la Chapelle, la Préfecture de Paris a mis en place des mesures répressives à l'égard de ceux qui n'arrivent pas à être admis, faute de place. Evacuations policières des trottoirs et lieux de vie précaires, destruction des quelques effets rassemblés par les réfugiés, situation sanitaire précaire afin de créer la peur chez ces migrants. L'hiver dernier, après la destruction et l'évacuation du camp de Calais, l'Etat a fini par abriter tant bien que mal 8 000 migrants dispersés dans les Centres d'Accueil et d'Orientation ; toutefois une partie d'entre eux sont revenus, adultes et mineurs ne trouvant dans les CAO aucune réponse à leur situation, si ce n'est pour nombre d'entre eux l'expulsion du territoire. A ce jour, il y a près de 800 réfugiés de nouveau à Calais. La situation est critique puisque la politique mise en place par l'État consiste à créer l'insécurité chez les migrants. Pour ce faire, plus de 1 000 flics sont sur place : harcèlement quotidien, destruction des camps précaires dans les bois, suppression des points d'eau et pressions sur les associations qui viennent en aide aux réfugiés. Et face aux derniers événements douloureux, le sinistre Collomb envoie des renforts de CRS. Collomb s'est déjà fait la main à Lyon en chassant des squares des familles de réfugiés albanais et en évacuant les squats de Roms.

Légaliser la traque

Le gouvernement Macron veut mettre en place une loi sur l'asile et l'immigration. Ce projet constitue un durcissement sans précédent depuis la seconde guerre mondiale. « C'est une succession de dispositifs particulièrement répressifs, qui vont à l'encontre du discours humaniste et ouvert du Président de la République », dénonce Malik Salemkour, président de la Ligue des Droits de l'Homme. Parmi ces mesures, on retrouve l'allongement de la durée de rétention de 45 jours à 90 ; le durcissement des procédures de démarche de demande d'asile (au lieu de 120 jours pour faire sa demande à l'OFPRA, le délai ne sera plus que de 90 jours, quand on sait qu'il faut 30 jours pour accéder à un rendez-vous) ; le tri des migrants dans les centres d'hébergement au mépris du principe inconditionnel de l'accueil ; leur durée de rétention, c'est-à-dire d'internement peut durer jusqu'à 105 jours. Ce dispositif viendra renforcer les accords de Dublin qui spécifient que les réfugiés ayant laissé leurs empreintes en Grèce ou en Italie peuvent y être expulsés. Ce dispositif viendra tout autant renforcer Les accords sordides du Touquet situant la frontière avec le Royaume-Uni à Calais.

- **Ouverture de toutes les frontières.**
- **Régularisation de tous les sans-papiers.**
- **Fermeture des camps de rétention.**
- **Respect de la Convention de Genève de 1951.**

Francis Charpentier,
29/01/2018

1 Premier ministre ultra-réactionnaire et xénophobe hongrois depuis 2010.

Modifié le mardi 13 février 2018

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... »



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... »



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »